

# Après cinq jours qui ont changé son visage, où va le Liban ?

Toutes les versions de cet article : [\[English\]](#) [français]

mardi 14 janvier 2025, par [ACHCAR Gilbert](#)

Les événements qui se sont déroulés au Liban entre l'élection d'un nouveau président de la République jeudi 9 janvier et la nomination d'un nouveau premier ministre lundi 13, constituent un bouleversement majeur de la situation politique du pays. Ces événements sont eux-mêmes principalement le résultat d'un bouleversement majeur dans l'équilibre réel des forces...

Les événements qui se sont déroulés au Liban entre l'élection d'un nouveau président de la République jeudi 9 janvier et la nomination d'un nouveau premier ministre lundi 13, constituent un bouleversement majeur de la situation politique du pays. Ces événements sont eux-mêmes principalement le résultat d'un bouleversement majeur dans l'équilibre réel des forces qui détermine la situation politique du Liban. En effet, dans les étapes clés de l'histoire du pays depuis son indépendance en 1943, le gouvernement du Liban a fait l'objet d'un accord entre deux puissances extérieures rivales, et chaque fois que cet accord et l'équilibre qui l'accompagnait ont été perturbés, la situation est devenue tendue au point d'exploser lorsque la tension atteignait son paroxysme.

Au début de la trajectoire de l'État libanais, un équilibre fut établi entre les influences concurrentes des colonialismes britannique et français. Il fut perturbé avec l'affaiblissement de l'influence de ces deux anciens colonialismes et la montée de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale et celle du mouvement nationaliste arabe dirigé par l'Égypte de Nasser à l'échelle régionale. La situation explosa alors, jusqu'à ce qu'un accord entre les deux influences ascendantes fût réalisé sur la présidence du commandant de l'armée de l'époque, le général Fouad Chéhab. Cet équilibre fut de nouveau rompu après que l'Égypte nassérienne eut reçu un coup décisif de la part d'Israël en 1967, avec la fraction gauche du parti Baas au pouvoir en Syrie et la Jordanie. Soleimane Frangié devint président du Liban en 1970, à une époque de prépondérance américaine. Cela coïncida avec le coup fatal porté à la résistance palestinienne en Jordanie, la mort de Gamal Abdel Nasser et le coup d'État de Hafez el-Assad contre l'aile gauche du Baas syrien. Avec le transfert du centre de gravité de la résistance palestinienne de Jordanie au Liban, les tensions s'intensifièrent à nouveau jusqu'à ce que la guerre du Liban éclatât en 1975.

Le régime d'Assad intervint au Liban l'année suivante avec les feux verts des États-Unis et d'Israël. Cela aboutit à l'élection d'un président à l'intersection des deux influences, Elias Sarkis. Cependant, le consensus s'effrita rapidement après l'arrivée au pouvoir du Likoud en Israël et le début du processus qui conduisit aux accords de Camp David entre Anouar el-Sadate en Égypte et Menahem Begin en Israël. Les tensions reprirent jusqu'à ce que l'État sioniste envahisse le Liban en 1982. Il tenta d'imposer comme président Bashir Gemayel, le chef de l'extrême droite chrétienne libanaise, mais la tentative échoua avant l'investiture de Gemayel en raison de son assassinat, attribué à Damas. Il fut remplacé par son frère, qui tenta d'entraîner le Liban sur la voie de la normalisation avec Israël, à la suite de l'Égypte, mais une rébellion des forces libanaises soutenues par Damas contrecarra son projet. Après une

période de chaos armé, un nouveau consensus entre le régime de Hafez el-Assad et le royaume saoudien aboutit à la fin de la guerre civile libanaise, quinze ans après son début. Le consensus syro-saoudien fut béni par les États-Unis à la suite de la participation du régime syrien à la coalition qui allait mener la guerre contre l'Irak en 1991 sous commandement américano-saoudien.

Le Liban entra alors dans une phase de « reconstruction » sous tutelle saoudo-syrienne incarnée par le Premier ministre Rafic Hariri et le haut-commissaire syrien au Liban, Ghazi Kanaan. Ce consensus dura jusqu'à ce que les relations entre Damas et Washington se détériorent en raison de la décision des États-Unis d'envahir l'Irak et de renverser le régime du parti Baas à Bagdad. La tension revint, l'un de ses signes les plus marquants étant les assassinats orchestrés par le régime syrien, qui culminèrent avec celui de Rafic Hariri en 2005. Cela déclencha un soulèvement populaire qui, combiné à la pression internationale, força Damas à retirer ses forces du Liban. L'équilibre restait fragile, cependant, surtout après la mutation complète de Michel Aoun, de champion autoproclamé de l'opposition au régime syrien au Liban en allié des forces libanaises sous influence syrienne et iranienne.

Le Liban entra une fois de plus dans une phase de troubles résultant de la fragilité de l'équilibre politique entre les deux coalitions, d'autant plus que l'échec de l'assaut sioniste contre le Hezbollah en 2006 avait renforcé l'influence de ce dernier. La région connut une forte expansion de l'influence iranienne, bénéficiant d'abord de l'occupation américaine de l'Irak, qui ouvrit la voie à Téhéran pour imposer sa tutelle sur ce pays, puis de la guerre civile syrienne, en particulier après que le régime syrien eut recours à l'aide iranienne, principalement incarnée par le Hezbollah lui-même, à partir de 2013. La balance s'inversa donc de nouveau, l'influence de l'Iran devenant écrasante dans la région et l'influence du Hezbollah écrasante au Liban. Ce dernier put imposer son allié Michel Aoun à la présidence libanaise en 2016, après une décennie d'alliance entre eux.

Mécontent de l'évolution du Liban et de l'influence croissante de l'Iran sur le pays, le royaume saoudien retira son soutien au Liban, ce qui entraîna l'effondrement de son économie à partir de 2019. La situation du pays resta fort turbulente en raison de l'absence d'accord entre ses composantes de base, jusqu'à la guerre de Gaza et la décision de l'Iran d'y intervenir de manière limitée. Cela se retourna contre le Hezbollah lorsqu'Israël décida de lancer son attaque contre lui et réussit à le décapiter et à détruire la majeure partie de sa capacité militaire. Cette situation a été exacerbée par l'effondrement du régime d'Assad survenu il y a un peu plus d'un mois, et avec lui l'effondrement de la principale voie d'approvisionnement entre l'Iran et ses supplétifs libanais.

C'est dans le contexte de ce nouveau basculement des rapports de force qui a fait pencher la balance en faveur des États-Unis au Liban, que l'homme que Washington avait soutenu pour devenir président du Liban depuis la fin du mandat de Michel Aoun a été élu, à savoir le commandant de l'armée Joseph Aoun (qui n'est pas un parent du premier). Washington avait parié pendant des années sur le renforcement de l'armée libanaise pour lui permettre de mettre fin à la dualité du pouvoir au Liban, représentée par l'existence de l'État du Hezbollah au sein de l'État libanais, et surtout par la coexistence des forces armées du parti avec l'armée officielle du pays. La balance penchant à présent en faveur de l'influence américaine, le royaume saoudien a renouvelé son intérêt pour la situation libanaise, soutenant les efforts de Washington.

Le Hezbollah a participé au vote en faveur de Joseph Aoun lors d'un second tour des élections au parlement libanais, après s'être abstenu de le soutenir au premier tour pour bien marquer la dette du nouveau président à son égard. Il a accepté ce compromis sous la pression de son allié confessionnel Nabih Berri, qui était auparavant dépendant du régime syrien d'Assad. Les deux alliés ont cependant été choqués par la nomination au poste de Premier ministre de Nawaf Salam, dont ils s'étaient précédemment opposés à l'accession à ce poste, le Hezbollah en particulier, tout comme ils s'étaient opposés à l'accession de Joseph Aoun à la présidence.

Le résultat de tout cela est que le consensus qui a présidé aux années de stabilité au Liban, qui sont presque égales aux années de tension, sinon moins nombreuses, n'a pas été renouvelé. Cela laisse présager que le pays entrera dans une nouvelle phase de tension et de conflit, surtout si le nouveau gouvernement tente d'imposer le monopole de l'État sur les armes au Liban, ce qu'Aoun a promis dans son discours de victoire, au lieu de prendre la voie consensuelle qu'il a également promise. Le sort de la situation libanaise dépendra en grande partie de ce qui se passera entre Israël, soutenu par Donald Trump, derechef président des États-Unis, d'une part, et l'Iran d'autre part. Il sera également affecté par les développements en Syrie, où il ne fait aucun doute que l'Iran a l'intention d'étendre à nouveau son influence d'une manière ou d'une autre, ce qui, si Hay'at Tahrir al-Cham (HTC) continue d'essayer de monopoliser toutes les rênes du pouvoir, pourrait faire sombre la Syrie de nouveau dans la guerre civile.

**Gilbert Achcar**